

À VERTBAUDET, LES NÔTRES !

Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue. Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.

11 MILLIONS DE BÉNÉFICES, 0 % D'AUGMENTATION

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite - ou les deux !

RETRAITE, SALAIRE, INDEMNISATION DU CHÔMAGE, UN MÊME COMBAT

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel - tous ligués pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles,

s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une journée de richissimes patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires.

La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.

LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

À Disney la question des salaires et des conditions de travail a été remise sur le devant de la scène ces dernières semaines. Et c'est tant mieux ! Car le pouvoir d'achat n'a cessé de diminuer depuis près d'un an, et les conditions de travail n'ont pas arrêté de se dégrader. Avec une inflation galopante et des salaires qui n'augmentent que très peu, c'est de plus en plus difficile de finir le mois.

Si on veut des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, il faut l'imposer par la grève ! Les débrayages de ces dernières semaines et la grève du mardi 23 ont montré la voie.

Il faut participer massivement à la suite le mardi 30 Mai !

COUP DE BLUFF CONTRE LE DROIT DE GRÈVE

Pour essayer d'éteindre le mouvement, certains ont laissé entendre que les grèves actuelles étaient illégales.

C'est totalement faux. Les grèves actuelles sont non seulement légales mais aussi légitimes. Entrainons avec nous le plus de collègues possible !

"ON EST LÀ !"

Ce mardi 23, les salariés ont manifesté dans le parc, aux yeux des visiteurs, en chantant "Même si Disney le veut pas nous on est là". Le cortège a rapidement été rejoint par d'autres collègues qui ont également débrayés, ce qui a mis à l'arrêt une partie des activités du parc ! Ce n'est pas tous les jours que nos revendications et notre force collective se retrouvent sur le devant de la scène ! C'est ce genre d'événements qui nous fait relever la tête !

DISCUTER ET PRÉPARER LA SUITE

Après la journée très encourageante du 23, nous devons discuter des suites du mouvement. Parlons-nous entre collègues, prenons des contacts, mettons-nous en lien, Discutons des problèmes que l'on rencontre au travail, avançons nos revendications. Et discutons de comment amener encore plus de collègues la prochaine fois ! Car ce n'est pas en suppliant la direction qu'on obtiendra satisfaction, mais en imposant nos revendications par la grève.

POUR NOS RETRAITES LE 6 JUIN

La réforme des retraites est toujours là, et il faut massivement se mettre en grève et manifester le mardi 6 juin pour faire retirer cette réforme dégueulasse.

Cette mobilisation ne s'oppose pas à notre lutte pour les salaires et les conditions de travail à Disney. Les deux luttes s'alimentent mutuellement. Car nous ne voulons ni travailler jusqu'à 64 ans, ni pour des salaires de misère.

VIOLENCES SEXUELLES AU CINÉMA : LA MINISTRE BOTTE EN TOUCHE

L'actrice Adèle Haenel a dénoncé dans une tribune la complaisance de l'industrie du cinéma à l'égard des violences sexuelles. Elle écrit que les responsables du cinéma français « se donnent la main pour sauver la face des Depardieu, des Polanski, des Boutonnat. Ça les incommode, ça les dérange que les victimes fassent trop de bruit, ils préféreraient qu'on continue à disparaître et crever en silence ». Pour se justifier, la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, a mis en avant quelques mesurette dans un entretien, tout en s'en prenant « aux tribunes à l'emporte-pièce ». Avant d'apporter son soutien au délégué général du festival, Thierry Frémeaux, mis en cause par une centaine d'actrices pour avoir choisi, pour inaugurer la manifestation, un film avec Johnny Depp, poursuivi à de nombreuses reprises pour violence sexuelle. Mas cela ne semble pas trop gêner la ministre.



Vidéo de la manif du 23 à Disney



Le canal Telegram du NPA

Que tu sois en intérim / CDI / CDD / stage, ce bulletin est le tien. S'il t'a plu, n'hésite pas à le faire circuler et à nous contacter pour l'alimenter.

C'est un outil pour : discuter ensemble de l'actualité politique, et de ce qu'il se passe sur notre lieu de travail.

Pour nous contacter :

disney.anticapitaliste@gmail.com

